

CHEIKH TIDIANE GADIO

Président de l'Institut panafricain de stratégies, Paix-Sécurité-Gouvernance, envoyé spécial de l'OIF, ancien ministre des Affaires étrangères du Sénégal

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Maintenant, je passe la parole à Tidiane Gadio, qui a une riche expérience africaine. Cher Tidiane.

Cheikh Tidiane Gadio

Merci beaucoup, Thierry. Je voulais parler de la place et du rôle de l'Afrique dans la géopolitique mondiale. Je trouve que l'on a fait beaucoup d'efforts à la World Policy Conference. Cette année, nous avons eu une plénière et un atelier, c'est très bien. Toutefois, nous pouvons encore mieux faire pour plusieurs raisons.

Parlons des illusions. Par exemple, je pense que l'Afrique a besoin encore de rêver et quand on a besoin de rêver, on a besoin de garder certaines de nos aspirations que d'autres vont présenter comme des illusions.

Au début des années 2000, avec l'avènement de l'Union africaine, beaucoup pensaient que l'Afrique allait rejoindre le peloton des puissances émergentes comme l'Inde, la Chine et le Brésil, et que l'Afrique aurait donc une chance de faire partie de ce que l'on appelait les World Global Players, les acteurs mondiaux importants. Malheureusement, ce n'est pas ce qu'il s'est passé.

Nous sommes allés de crise en crise. Par exemple, à l'époque, j'avais critiqué mes amis de l'administration Obama, quand Obama avait décidé de déplacer ses grands navires de guerre en dehors de l'Atlantique parce que, pour lui, l'Atlantique n'était plus vraiment un enjeu. Il voulait se déplacer vers le Pacifique.

J'ai fait passer des messages à son National Security Council, en disant qu'ils étaient en train de commettre une grosse erreur parce que l'Afrique allait garder son poids dans ce monde, même si elle n'avait pas immédiatement le rôle qu'elle méritait. Je leur ai dit : « Là-bas, vous allez vous occuper des Chinois, et vous allez rencontrer en chemin les Chinois qui vont vers l'Afrique. Cela va être une contradiction pour vous. Vous avez besoin d'améliorer votre coopération avec l'Afrique, votre respect pour l'Atlantique et le continent africain. »

Un deuxième point me semble absolument important. Je pense qu'il faut se défaire des leurres plutôt que des illusions. Les leurres, c'est quand on a fait croire aux Africains qu'ils étaient indépendants et souverains, ils ont joué cette carte. L'Union africaine est une union de pays

indépendants et souverains. Moi, je suis pour des pays souverains, mais interdépendants et qui acceptent l'interdépendance.

La conséquence est que nous n'avons pas fait avancer l'unité africaine. Nous nous sommes retrouvés dans énormément de problèmes et dans une bataille qui fait que les jeunes africaines sont révoltées un peu partout contre ce que l'on a appelé la souveraineté, l'indépendance. Ils nient tout et dénoncent tout, aujourd'hui.

En effet, comment avec 1,3 milliard d'habitants dans 54 États membres des Nations Unies, avec en plus l'aveu ou la reconnaissance que 70 % de l'agenda du Conseil de sécurité portent sur les crises africaines et les questions africaines, peut-on encore concevoir que l'Afrique n'ait pas un siège de membre permanent au Conseil de sécurité, là où l'on discute de l'Afrique et de son destin ? L'Afrique n'a aucun pouvoir, sinon d'avoir quelques membres non permanents.

Je pense qu'il faut changer cela rapidement, au risque de perdre le système des Nations Unies que nous avons aujourd'hui. Une lame de fond se dessine dans notre continent pour dire que si l'on ne nous accorde pas notre siège de membre permanent, il faudra se retirer ou demander à réorganiser un nouveau système mondial, parce que celui-là ne fait pas notre affaire. Cette demande me semble assez légitime.

De ce point de vue, je salue le fait que notre conférence, une des conférences les plus importantes dans le monde sur les questions de politique étrangère et de géopolitique, ait donné cette place à l'Afrique, cette fois-ci. Cependant, ajoutons encore un peu plus. Je pense que les femmes, et les femmes africaines en particulier, devraient être plus présentes.

Il y a une grande intellectuelle tanzanienne qui a dit quelque chose de magnifique. Je vous mettrai en contact avec elle parce qu'elle est invitée un peu partout dans le monde pour s'expliquer. Elle dit : « Si vous voulez que le travail soit fait, il faut le confier aux femmes. Si vous voulez que l'on en parle, il faut le confier aux hommes. » Je pense que cette problématique est extrêmement importante. Si beaucoup plus de femmes, je ne dis pas une majorité, en tout cas un grand nombre de femmes contribuaient à nos débats, ce serait tout bénéfique nous tous...

L'autre point sur lequel je voulais insister, c'est que véritablement, tous ceux qui sont ici, les experts et tout le monde, doivent soutenir cette bataille de l'Afrique pour avoir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité.

Joe Biden est allé plus vite que la musique, car il propose carrément que l'on donne un siège au G-20 à l'Union africaine et que l'on examine la demande africaine d'un siège de membre permanent au Conseil de Sécurité. Je trouve que cela pose aussi des problèmes. L'Union africaine ne va pas représenter un, deux ou trois pays, mais va représenter tous les Africains. Imaginez le schéma où il faut bâtir un consensus avec 54 pays pour aller donner notre point de vue au G-20 ou aux Nations Unies ! Deuxièmement, cela veut dire que l'on commence à faire entrer des entités comme l'Union africaine. Après c'est l'Union européenne, l'ASEA, etc., et l'on ne s'en sort plus.

Ces mêmes raisons qui ont fait que la France, l'Angleterre, la Russie, la Chine et les États-Unis peuvent s'asseoir comme cinq membres permanents dans une organisation qui a besoin d'être réformée, font que l'Afrique doit pouvoir désigner un pays, le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Sénégal, le Ghana, quel que soit le pays, pour représenter la bannière de l'Afrique et travailler

sous mandat de l'Union africaine. On n'a pas besoin d'amener toute une organisation pour changer la donne. On réforme ou l'on ne réforme pas.

Dernier point qui me semble extrêmement important et que l'on doit discuter davantage, le monde entier semble sous-estimer la gravité de la crise sécuritaire en Afrique. Il y a eu 2 200 attaques terroristes en 2021 et près de 10 000 morts. Et l'on nous a révélé récemment qu'au Nigeria, de 2009 à aujourd'hui, il y a eu 40 000 victimes du terrorisme. Comme le disaient les autres : « Black lives matter » et « Black african lives matter » aussi. 40 000 morts, c'est une hécatombe.

Le président du Burkina Faso a informé le monde et informé ses compatriotes qu'ils ont presque perdu leur territoire. Il a dit : « Est-ce que vous savez que nous avons perdu notre territoire ? » Quand les djihadistes commencent dans le sud de l'Algérie et descendent jusqu'à Cabo Delgado et font ce qu'ils sont en train de faire à l'Afrique, est-ce que le monde en a pris suffisamment conscience ? Les djihadistes nous combattent maintenant avec des drones. Où trouvent-ils les financements qui leur donnent ces moyens d'aller acheter des drones, et sans aucune traçabilité, leur permettant de venir commettre un début de génocide contre les Africains ?

Sans compter le génocide culturel (cf. leurs attaques contre les Mausolées de nos Saints et les manuscrits historiques à Tombouctou), il y a trop de victimes, il y a trop de morts. Tout le monde sait que ma critique porte d'abord sur l'Afrique et les dirigeants africains. En effet, quand vous avez un problème, n'attendez pas que le reste du monde se mobilise pour vous aider. Allez vous-mêmes vous organiser et mutualiser vos forces. Allez au combat et les autres seront plus heureux de venir vous soutenir.

Dernier point, on a une donnée nouvelle. C'est la présence de la Russie en Afrique qui est en train, avec son système d'influenceurs, de damer le pion à tout le monde, à la France, à l'Occident et aux États africains. On se réveille et l'on réalise que nos jeunes sont maintenant sous l'emprise d'influenceurs russes qui leur font dire et faire n'importe quoi.

Ce n'est pas cela, le panafricanisme. Le panafricanisme ne consiste pas à aller négocier une nouvelle tutelle pour se débarrasser de l'ancienne tutelle. Le panafricanisme, c'est que les Africains soient au cœur des politiques africaines, puissent défendre leur continent et être leur propre et unique tutelle. Merci.

Thierry de Montbrial

Sur le fond, il y a beaucoup de choses dans ce que tu viens de dire. Tidiane, on te connaît aussi comme un militant du panafricanisme dans le meilleur sens du terme. Je crois qu'à certains égards, tu te situes assez du côté idéaliste. Je voudrais faire trois brèves remarques.

Sur la réforme du Conseil de sécurité, il suffit de discuter avec n'importe quel spécialiste du droit international et de coupler cela avec un certain réalisme politique pour voir qu'une réforme des Nations Unies et de la charte dans le sens que tu viens de dire est à peu près impossible dans un avenir prévisible. On peut le déplorer, mais c'est aussi impossible que de voir le fauteuil sur lequel est assis Riad Tabet, au premier rang, se soulever tout seul.

Il faut être conscient de cela, et c'est une question d'ailleurs que l'on pourrait se poser une autre fois. Peut-être faudrait-il passer par une grande crise pour arriver à une réforme de la charte. Il faut être conscient de cela.

Deuxièmement, tu as parlé des États qui veulent être souverains, ce qui est totalement légitime et d'ailleurs une caractéristique fondamentale du droit international. Être souverain, c'est avoir la capacité juridique d'être maître de ses décisions. Cela ne veut pas dire qu'on l'ait effectivement. C'est la capacité juridique, mais pas forcément la capacité réelle.

Il faut distinguer le fait d'être souverain et le souverainisme, une doctrine qui est en quelque sorte le refus de l'interdépendance, le refus des conséquences de délégations, on peut dire, de souveraineté. Je pense que c'est un point qui mérite aussi, pour d'autres fois, une réflexion approfondie.

Enfin, tu as souligné l'importance de la question sécuritaire, du terrorisme. Je pensais à ce que nous disait hier Anwar Gargash, dans son principe premier de la politique étrangère des Émirats arabes unis, qui est d'ailleurs le principe premier de toute politique étrangère de tout État. Il s'agit d'assurer la prospérité et la sécurité de l'État, et ceci dans le cadre d'un certain nombre de valeurs et de principes qui caractérisent l'État en question.

De ce point de vue, en effet, la question sécuritaire en Afrique est une question absolument majeure qu'il faudra sans doute traiter d'une façon plus approfondie dans les prochaines éditions de cette WPC.

Merci, Tidiane.